



M. de Valera prononçant un discours à Dublin pendant la campagne électorale irlandaise.

*Phot. See Gal presse.*



Les élections générales ont eu lieu dans l'Etat libre d'Irlande le 16 février. Elles modifient profondément la représentation des partis en donnant la majorité à l'opposition républicaine contre le gouvernement, c'est-à-dire à M. de Valera contre le président Cosgrave.

On sait que depuis le 6 décembre 1921 un traité conclu entre l'Angleterre et l'Irlande avait mis fin à l'insurrection dont ce pays était le théâtre. Depuis lors, l'Irlande a été séparée en deux : l'Ulster protestant est demeuré fidèle au Royaume-Uni tandis que l'Irlande catholique du Sud, devenue Etat libre, a obtenu une constitution particulière analogue à celle d'un dominion. Cette indépendance a néanmoins été considérée comme insuffisante par les républicains, dont M. de Valera est le chef. Après avoir vainement cherché à faire repousser la ratification de la consultation, ceux-ci déclenchèrent contre leurs anciens amis la guerre civile où ils furent battus, au mois d'août 1923. Depuis lors, l'Irlande a vécu à peu près tranquille sous le gouvernement constitutionnel de M. Cosgrave. Mais les républicains n'avaient pas, pour cela, renoncé à la lutte. Ils la transportèrent seulement sur le terrain parlementaire et réussirent à former dans le Dail Eireann un parti d'opposition de plus en plus puissant.

C'est cette situation qui vient d'être retournée. Bien que, par suite de circonstances particulières, il reste encore sept sièges à pourvoir, les républicains en détiennent désormais 68 contre 53 seulement au parti Cosgrave. Comme le Labour Party, qui compte neuf représentants, vote d'ordinaire avec les républicains, l'opposition disposerait déjà de 77 voix contre 68 au bloc gouvernemental, en adjoignant au parti Cosgrave les 15 indépendants.

Dans ces conditions, c'est M. de Valera qui doit être appelé au pouvoir où il cherchera inévitablement à appliquer son programme de libération intégrale. En particulier, il s'opposera à ce que l'Irlande continue à payer chaque année à la Grande-Bretagne sa contribution foncière de 3 millions de livres. Toutefois, comme il ressort des chiffres cités plus haut, les républicains ne pourront gouverner qu'avec l'aide des socialistes, et ceux-ci, que préoccupent surtout les questions sociales, sont beaucoup moins ardents à réclamer la revision constitutionnelle et la rupture des derniers liens avec la couronne britannique.